

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

affiliée au **Basic Income Earth Network**

Siège social : c/o Futuribles International – 55 rue de Varenne – 75007 Paris

Secrétariat : AIRE – 33 avenue des Fauvettes – 91440 Bures-sur-Yvette

Lettre de liaison n° 60

Printemps 2009

Sommaire

- Appel pour le revenu de vie** **2**
Olivier Auber
- Un revenu de base dans l'actuelle situation de crise économique** **4**
Travaux d'une sous-commission du Parlement espagnol
- La réponse à la crise est la sobriété heureuse** **6**
interview de Patrick Viveret
- La prospérité sans croissance** **7**
Note de lecture de Charles Siegel sur le rapport de la commission du développement durable britannique
- Commentaires à propos de la «Prospérité sans croissance»** **9**
Jean Gadrey
- Vie de l'association** **11**

Directeur de la publication: Jacques Berthillier

Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison: 30 €/an (4 numéros)
par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr - Site: www.revenudexistence.org

Appel pour le Revenu de

VIE!

L'un des nôtres, Olivier Auber, est à l'origine de cet appel pour un revenu de vie. Par cet appel il souhaite sensibiliser les politiques, fédérer tous ceux qui militent pour un revenu inconditionnel ou qui, en en prenant connaissance, souhaitent s'y associer en y apposant leur signature (voir en fin de texte).

Au delà des clivages sociaux, des corporations, des écoles de pensée, nous, signataires du présent appel, voulons contribuer à provoquer dès maintenant une transformation réaliste et constructive de la société: celle du revenu de vie.

Qu'est-ce que le revenu de vie?

L'idée est soutenue de longue date par de nombreuses personnalités, de tous horizons politiques, de toutes confessions et de toutes nationalités. Elle est connue sous des appellations diverses: allocation universelle, revenu d'existence, revenu citoyen, revenu universel, revenu social garanti, dividende universel, revenu de base, etc. (cf.note¹)

Le revenu de vie ne doit pas être confondu avec le RMI, le RSA et autres allocations attribuées de manière conditionnelle. Le revenu de vie, lui, est automatique, inconditionnel et inaliénable. Il concerne tout le monde, riches ou pauvres. Il est attribué à chaque individu, de la naissance à la mort. Son montant est suffisant pour garantir à chacun une existence décente — quoi qu'il arrive -. Il est cumulable avec les autres revenus (salariés ou non). Il ne peut être saisi aux plus modestes, mais il entre dans l'assiette d'imposition des plus aisés.

Le revenu de vie ne rémunère pas l'emploi, mais le travail au sens large

Ni l'emploi salarié, ni les revenus du capital, ni les aides sociales classiques ne peuvent prétendre désormais garantir le droit à l'existence de chacun tel que défini à l'article III de la Déclaration Universelle des

Droits de l'Homme. C'est un fait: en raison de l'informatisation et de l'automatisation de la production, le plein-emploi ne peut plus être atteint. Par contre le travail est toujours d'actualité, et sa tâche est immense.

Il est plus que jamais nécessaire que chacun puisse travailler, d'abord à prendre soin de lui-même, de ses parents, de ses enfants et de ses proches, travailler ensuite pour contribuer aux biens communs accessibles à tous (connaissances, arts, culture, logiciels, etc.), travailler enfin à inventer et à mettre en oeuvre à toutes les échelles les moyens qui permettront de léguer une planète vivable aux générations futures.

Loin d'être un encouragement à la paresse, nous affirmons que le revenu de vie permettra à chacun, dans la mesure de ses capacités et de son désir, de s'engager de manière sereine, libre et responsable, dans des travaux essentiels pour l'intérêt général que les emplois traditionnels n'ont pas vocation à assumer.

Comment financer le revenu de vie?

Il s'agit précisément d'engager pour le financement du revenu de vie tous les moyens alloués à l'entretien de la chimère du plein emploi. L'institution du revenu de vie implique pour les pays qui le mettront en place de revoir leur système fiscal et social, et probablement de reprendre un certain niveau de contrôle sur la création monétaire qu'ils avaient abandonné aux banques. Les calculs des économistes qui ont réfléchi en profondeur à cette question montrent que cela est parfaitement possible (cf. note).

Il n'est nul besoin d'attendre quelque cataclysme pour envisager cette profonde transformation. Cela peut se faire progressivement et sans dommage, à condition qu'il existe une prise de conscience et un engagement

1. Présentation, simulations et références sur le revenu de vie, voir la page «allocation universelle» sur Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Allocation_universelle

suffisamment massif. C'est à cet engagement que nous, signataires de cet appel, voulons amener.

Qu'avons-nous à perdre ?

L'illusion d'un emploi salarié et dûment rémunéré pour tous s'est volatilisé avec la crise. Avec cette disparition, va s'évanouir aussi pour beaucoup le réflexe de se définir en fonction de son activité professionnelle. Il ne faut pas le cacher, l'institution du revenu de vie amènera probablement à s'interroger plus encore, sur notre identité, notre rôle dans la société, notre aspiration à procréer en regard des problèmes de démographie, et sur la nature de ce que nous voulons transmettre à nos enfants.

L'institution du revenu de vie ne va pas sans mises en cause profondes de nombreuses habitudes. Nous pensons néanmoins que cette mutation des consciences et des comportements peut s'effectuer sans violence, et dans un esprit d'entraide mutuelle afin que se développe une nouvelle culture de la responsabilité.

Qu'avons-nous à gagner?

L'institution du revenu de vie remet en cause le «travail» tel qu'il est compris usuellement, à savoir comme base du capital et des rapports sociaux. On le sait, la réduction du «travail» au seul «emploi» provoque automatiquement l'exclusion de ceux qui en sont privés, la peur du chômage chez les salariés, et le contrôle social des assistés. Cette confusion entre «travail» et «emploi» a un coût énorme pour la société aussi bien financièrement que socialement. Les pathologies sociales et psychiques qu'elle entraîne ne sont tout simplement plus soutenables.

Nous n'attendons pas du revenu de vie qu'il règle tous les maux, mais nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour surmonter la crise de confiance actuelle en réduisant le niveau intolérable, de pauvreté, d'exclusion et de peur.

Action

Au moment où les médias annoncent quotidiennement l'imminence de catastrophes provoquées par l'effondrement des économies, le réchauffement climatique ou les pandémies, nous affirmons qu'il existe un moyen efficace pour faire face collectivement et pour mobiliser les forces vives: c'est la voie du revenu de vie.

Nous citoyens signataires de cet appel, demandons, aux politiques de tous bords, aux syndicats et aux experts, en France et partout dans le monde, de prendre en compte cette voie dans les délais les plus brefs et d'engager avec nous cette grande transformation.



Les initiateurs de l'appel pour le revenu de vie et ses signataires forment un collectif de citoyens indépendants de tous les partis politiques ou groupes d'opinion.

Ce collectif n'a pas d'autre objet que de soutenir cet appel et d'amplifier les voix de tous ceux, experts, militants isolés ou membres d'associations qui œuvrent de longue date, en France ou dans le monde, pour l'instauration d'une forme ou une autre de revenu de vie.

Le texte de l'appel a été rédigé en français de manière collective en tentant d'intégrer toutes les contributions de ces personnes. Il est publié sous couvert de la Licence Art Libre. Avec cette licence, l'autorisation est donnée de copier, de diffuser et de transformer librement le texte et les images qu'il contient dans le respect des droits des auteurs.

Le collectif des citoyens pour le revenu de vie n'a pas de représentant particulier. Chaque signataire de l'appel est fondé à en être le porte parole : VOUS !

Pour vous associer à l'Appel :

<http://appelpourlerevenudevie.org>



Un revenu de base dans l'actuelle situation de crise économique

Il vient d'être créé une sous-commission au sein du Parlement espagnol pour essayer d'étudier la pertinence d'un revenu de base. Ses travaux donnent lieu à d'importantes prises de position.

La crise économique frappe d'une façon plus grave que tout ce qu'on pouvait penser il y a seulement quelques mois.

Actuellement toutes les personnes disposant d'un minimum d'information partagent l'opinion que nous sommes face à une situation de crise sans précédent depuis le crack de 1929.

Or, il y a un peu plus d'une année, beaucoup de monde considérait que nous nous trouvions dans une situation économique mauvaise, mais de courte durée. Il s'agissait, selon cette façon de voir les choses, d'une crise semblable à celles qui ont eu lieu depuis la moitié du siècle passé. **Tout montre que ce n'est pas le cas.**

Les conséquences sociales de cette crise économique s'avèrent graves.

Même s'il est impossible d'assurer, à la moitié de l'année 2009, que nous sommes au début à l'équateur (sûrement pas à la fin) de la crise, un certain nombre de ses conséquences sont déjà catastrophiques. **En particulier pour les secteurs de la population qui perdent leur emploi.**

L'augmentation du chômage se produit à une vélocité et avec des magnitudes inconnues depuis longtemps. Toutes les prévisions se sont relevées courtes quand on connaît les chiffres réels. Aucune prévision n'avait mentionné que le taux du chômage arriverait au 17,3 % au premier trimestre 2009, comme il est avéré maintenant. Les estimations de certains chercheurs évaluent même que le taux du chômage **pourrait atteindre 30 % à la fin de 2010**. En tout cas, au milieu de 2009, le nombre de chômeurs dans le **Royaume d'Espagne dépasse déjà officiellement les 4 millions**.

Le futur se présente plus grave quand on sait que la **récupération économique** — quand elle se produira — **ne pourra pas absorber en peu de temps ce niveau de chômage**. Dans le meilleur des cas, il faudra plusieurs années de croissance soutenue pour absorber les 5 millions de chômeurs que l'on va atteindre et même dépasser au moment culminant de la destruction de l'emploi.

Le pourcentage des pauvres dans l'économie espagnole est resté assez stable ces dernières décennies. Mais la crise économique induit une augmentation rapide de la pauvreté. Il a fallu des taux de croissance

économique substantiels au long des derniers lustres pour maintenir le pourcentage de pauvres aux environs du 20 %, tandis que la situation actuelle augmente le nombre des personnes qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté.

L'impact généralisé de la crise fait apparaître clairement les faiblesses évidentes d'un réseau de protection sociale déficient, fragmenté et contradictoire.

Le gouvernement s'est trouvé, en plus, dans la situation d'activer précipitamment de nombreuses mesures d'urgence face à la crise qui aggravent — si cela est possible — l'arbitraire et les formes de notre système de protection sociale.

Face à une situation comme celle que nous connaissons actuellement, nous pensons que la proposition d'un *revenu de base* — une assignation monétaire inconditionnelle pour tous les citoyens et les personnes disposant de la résidence légale — pourrait avoir beaucoup de bienfaits pour les secteurs de la population les plus durement frappés par la crise.

Il est bien évident que le revenu de base, même avec les effets importants qu'il pourrait avoir, n'est pas une mesure qui pourrait en soi-même mettre fin à la crise. Mais nous n'avons pas de doute qu'il pourrait **amoindrir ses conséquences** les plus dures pour ces secteurs de la population.

Par ailleurs, défendre l'idée d'un revenu de base dans une situation de crise économique ne signifie pas que nous considérons qu'il n'y a pas aussi de bonnes raisons pour la défendre en périodes de bien-être économique. Nous voulons seulement signaler que certaines des qualités du revenu de base qui peuvent avoir **des effets bénéfiques** dans une situation économique stable, ont encore plus de force dans une situation de crise économique grave comme l'actuelle.

Pourquoi ?

Disposer d'un revenu de base fixe, en cas de perte de l'emploi, offrirait la possibilité d'affronter le futur de façon moins préoccupante. En dépit du fait qu'il s'agit d'une mesure valable dans toutes les conjonctures économiques, dans une situation de crise où le taux du chômage est beaucoup plus important et où les pertes de postes de travail s'accroissent de façon accélérée, la

caractéristique mentionnée du revenu de base prend **une importance sociale majeure**.

Disposer d'un revenu de base quand le volume des chômeurs est croissant et, par conséquent, les promesses de réinsertion ou d'en trouver un emploi résonne comme de pieux mensonges, permettrait d'assurer, même sous forme précaire, l'avenir le plus immédiat.

La pauvreté n'est pas seulement la privation des moyens matériels d'existence. La pauvreté se traduit aussi par la dépendance de la volonté ou la cupidité pour d'autres et la rupture de l'estime du soi, l'isolement et la marginalisation sociale de ceux qui la subissent.

Un revenu de base — équivalent au moins au revenu du seuil de pauvreté — serait un moyen d'en sortir et de **lutter** contre ses effets d'une façon très directe.

Dans une situation de dépression économique dans laquelle, comme on l'a dit, les pourcentages de pauvreté augmentent de façon significative avoisinant prochainement la proportion **d'un pauvre pour quatre habitants**, le revenu de base pourrait constituer **une bonne digue de contention** à cette vague de pauvreté.

Un revenu de base constituerait, en même temps, un **puissant encouragement** pour la recherche d'emploi pour toutes les personnes l'ayant perdu car, à **différence des prestations conditionnées** qui existent maintenant, **il ne disparaîtra pas comme tel** quand on commencera à toucher un salaire.

Le revenu de base finirait ainsi avec le «piège du chômage», en permettant **d'affronter la recherche d'un emploi avec plus d'efficacité** et avec moins de pressions contraignantes pour les travailleurs — qui conduisent fréquemment à la prolifération des emplois mal payés, à peine qualifiés et la baisse de la productivité — en ouvrirait en plus des perspectives intéressantes pour la croissance de l'emploi à temps partiel choisi volontairement.

La perception d'un revenu de base réduit aussi le **risque** au démarrage de certaines activités d'auto emploi (ou emploi par sa propre compte).

En grands traits, il y a deux types d'entrepreneurs : ceux qui ont un soutien (familial, dans la plupart des cas) qui leur permet de s'engager dans un petit projet d'entreprise d'une façon raisonnablement sûre, et ceux pour qui l'auto emploi est la seule possibilité de travail. Dans le second cas, le risque possible est non seulement la perte de l'investissement mais aussi **la perte des moyens de subsistance**, ce qui fait qu'une telle décision est fréquemment plus hasardeuse. Mais le risque le plus grand dans beaucoup de cas est le manque d'un capital initial minimum faisant reculer les éventuels entrepreneurs.

Le revenu de base, par contre, permet aux entrepreneurs du second type de capitaliser leur petit projet d'entreprise et, en même temps, de ne pas être dépendants de son succès pour survivre.

Dans une situation dépressive le revenu de base, en plus de représenter un stimulant — en tout cas meilleur que rien — pour entreprendre des tâches d'auto emploi, représenterait **une garantie majeure** pour faire face, même partiellement, aux éventualités d'un possible échec et/ou d'entreprendre avec de meilleures chances de succès.

Dans une situation de crise économique les attaques contre les postes de travail et les salaires sont fréquents : le Fond Monétaire International, le Banco de España, le Banco de Bilbao Viscaya Argentaria ou la patronal CEOE, entre autres organismes, se sont manifestés sans la moindre retenue pour la modération salariale, le licenciement conséquent, la diminution du «coût salarial» et sont favorables à réduire encore davantage les pensions et la protection sociale.

Nous assistons à l'annonce permanente et renouvelée de présentations de dossiers de liquidation ou de diminution des effectifs, sans compter la fermeture d'innombrables petites entreprises.

Les luttes de résistance avec plus ou moins d'intensité pour tenter d'éviter les licenciements et la détérioration des conditions de travail sont fréquentes.

Le rôle de caisse de résistance que le revenu de base pourrait jouer dans les luttes des travailleurs pour défendre leurs postes de travail se verrait, pour le moins, augmenté.

La crise économique peut déboucher sur une grande régression des acquis sociaux durement obtenus. Le revenu de base serait alors un instrument efficace dans les mains des travailleurs pour résister à cette régression, mais aussi **renforcerait** les acquis sociaux par la prise en compte **d'une meilleure individualisation** et faciliterait l'intégration avec le système fiscal, la progressivité, la redistribution, la lutte contre la stigmatisation et l'universalité de la protection.

La crise actuelle a mis en évidence la possibilité, quand cela est estimé nécessaire, de trouver d'énormes quantités des fonds publics pour essayer de sauver une situation provoquée par ceux qui ont misé sans le moindre frein à la maximalisation de la rentabilité dans la spéculation financière.

Le volume de ressources à mobiliser ou la complexité politique et administrative n'est pas une raison, en soi, pour s'opposer à la prise en compte de propositions aussi importantes et de poids que le revenu de base.

Ce sont ces réflexions qui nous amènent à **présenter aux organisations sociales, partis politiques, syn-**

dicats, mouvements sociaux et à la citoyenneté en général la proposition sociale du revenu de base, pour qu'elle soit prise sérieusement en compte en tant que moyen d'éviter les conséquences de la crise sur les secteurs sociaux qui sont les plus lésés et absolument pas responsables de son déclenchement.

Il vient d'être créé une sous-commission au sein du Parlement espagnol pour essayer d'étudier la pertinence d'un revenu de base. C'est une bonne occasion pour expliquer les avantages de cette proposition sociale.

Dans la littérature académique spécialisée il y a longtemps qu'on discute avec une rigueur scientifique de cette idée, où sont présentées et considérées les diverses alternatives de son financement ainsi que les modalités de sa réalisation politique.

Nous pensons que le moment est arrivé d'ajouter à la rigueur académique et scientifique la volonté politique d'avancer dans le chemin du revenu de base. La précarité et l'insécurité économique s'élargissent partout, jusqu'au point d'en toucher des secteurs sociaux qui, dans un passé pas si lointain, jouissaient encore d'une bonne sécurité socio-économique. Dans ce contexte le revenu de base, en tant que **réseau garanti universellement** et associé à une réforme du système d'imposition, apparaît comme une voie à même de renforcer et d'améliorer la sécurité matérielle de l'ensemble de la population, **condition nécessaire à l'exercice de la citoyenneté**.

Mai 2009 - Red Renta Básica
Traduction: Hugo Moreno

La réponse à la crise est la sobriété heureuse

Interview de Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des comptes et philosophe, aux assises nationales du développement durable (Lyon 19.01.2009) autour du thème : « Quel avenir laisserons nous à nos enfants ? »

Comment regardez-vous l'avenir ?

Si on prend trois grands budgets internationaux que sont l'armement, les stupéfiants et la publicité on se rend compte qu'ils représentent plus de trente fois la somme qui serait nécessaire pour traiter les problèmes fondamentaux de l'humanité tels que la faim, l'accès à l'eau potable et les soins de base ou le logement...

En cette période de crise économique, sociale et écologique, comment dès lors regarder l'avenir avec un sourire ?

Il faut d'abord identifier le point commun aux différentes facettes de la crise. Ce point commun est la démesure. La démesure dans le productivisme que nous avons imposé à la nature est à l'origine de la crise écologique. La démesure est au cœur du découplage entre l'économie spéculative et l'économie réelle : avant la crise financière, sur les 3 200 milliards de dollars qui s'échangeaient quotidiennement, moins de 3 % correspondaient à des biens ou services réels. Enfin, il y a une démesure dans le creusement des inégalités sociales : 225 personnes détiennent l'équivalent du revenu de deux milliards et demi d'êtres humains. La réponse à la démesure, c'est la sobriété, un mode de développement qui est plus tourné vers l'être que vers l'avoir, vers le mieux-être comme réponse au mal-être.

Qu'entendez-vous par mal-être ?

Le mal-être et le mal de vivre sont au cœur des problèmes que nous connaissons. Si l'on revient sur les trois grands budgets internationaux des stupéfiants, de l'armement et de la publicité il est clair que le marché des stupéfiants répond au mal de vivre. Avec les dépenses militaires, pour l'essentiel, on gère de la peur, de la domination, de la maltraitance. C'est aussi du mal-être. La publicité nous parle du bonheur, de l'amour, de la beauté, de la sérénité, qui sont des aspirations fondamentales chez l'être humain. Mais elle nous dit que c'est la croissance dans l'ordre de l'avoir qui va nous permettre d'accéder à ces aspirations. Or, le désir dans l'ordre de l'être ne peut pas être comblé par une simple satisfaction dans l'ordre de l'avoir et de la consommation : après un bref moment de satisfaction, on retrouve de la frustration de la dépendance comparable à une addiction.

Quelle réponse alors à ce que vous qualifiez de démesure et de mal-être ?

En reliant les deux aspects de l'acceptation des limites face à la démesure et de l'autre côté la question du mieux-être comme réponse au mal-être, on est au cœur de ce que des sages contemporains comme Pierre Rabhi appellent *la sobriété heureuse*. C'est une

démarche qui consiste à se repositionner sur l'essentiel, sur ce qui compte vraiment dans nos vies. Le cœur d'une réponse positive à la crise c'est se recaler sur cet essentiel pour mettre en place des politiques et des économies qui se réorientent vers le mieux-être plutôt que vers le plus d'avoir. Pour cela, il nous faut des indicateurs de richesse autres que le PIB que nous utilisons depuis l'après-guerre.

Quels seraient par exemple ces nouveaux indicateurs ?

D'une part, il faut compter autrement ; il y a quantité d'éléments qui peuvent être mesurés, qui donnent des informations capitales et qui ne sont pas présents dans les systèmes comptables dominants actuels. Aujourd'hui on marche sur la tête car les systèmes de comptes intègrent positivement des destructions dans la mesure où celles-ci sont à l'origine de flux monétaires (par l'exemple le garagiste qui répare une voiture après un accident de la route ou la déforestation qui permet de produire plus de céréales). Mais il y a aussi le droit à ne pas tout compter : plus vous allez vers l'essentiel, plus vous allez vers de l'inquantifiable. Le bonheur, par exemple, est un élément déterminant, mais impossible à quantifier. Les nouveaux indicateurs de richesse prennent en compte des enjeux écologiques

ou sociaux majeurs permettant de faire des choix de société qui intègrent l'ordre du mieux-être. L'humanité est confrontée à un certain nombre de rendez-vous critiques avec elle-même. Ces rendez-vous peuvent se terminer mal, mais l'humanité a également la possibilité d'utiliser ces défis pour franchir un saut qualitatif dans sa propre histoire.

Ce défi pour l'humanité est aussi un défi pour chacun de nous...

On a une tension dynamique entre des enjeux de transformation collective mais aussi des enjeux de transformation personnelle. Ce qui se joue pour l'humanité comme corps collectif se joue aussi dans chacune de nos propres vies. Il ne faut pas oublier la transformation structurelle mais si elle n'est pas appuyée sur des changements de posture au niveau des individus, ça ne marchera pas.

Patrick Viveret

Patrick Viveret est l'auteur du rapport « Reconsidérer la richesse » réalisé en 2002 à la demande de Guy Hascoët, secrétaire d'État à l'économie solidaire et publié aux éditions de l'Aube.

La prospérité sans croissance

« Prosperity Without Growth ? » est un rapport publié par la Commission du Développement Durable, (une agence gouvernementale du Royaume-Uni), qui ose aborder de front cette question brûlante. Il a été rédigé par Tim Jackson connu des spécialistes des « nouveaux indicateurs de richesse » pour avoir coproduit en 1996 un indicateur de « bien-être économique durable » (ou PIB vert) pour le Royaume-Uni et la Suède. Ce rapport qui résume l'état actuel de nos connaissances sur la croissance économique nous montre qu'il serait souhaitable d'y mettre un terme, alors que la croissance est l'objectif central des économistes depuis le début de la révolution industrielle.

Paradoxe des temps modernes les extraordinaires avancées des sciences et des techniques ont permis à l'humanité d'accumuler un savoir faire et une capacité de production à même de satisfaire la plupart de ses besoins et, pourtant, cette richesse potentielle, loin de se traduire par l'accomplissement des promesses du progrès, s'accompagne aujourd'hui d'une inégalité toujours accrue, d'une énorme demande sociale non satisfaite et d'une pression croissante sur les conditions d'existence au nom du sacro-saint rendement compétitif. Mais rendement de quoi ?

Loin de permettre de libérer l'homme, l'intelligence, les énergies mobilisées, les efforts consentis, englués dans un système devenu inefficace, inadapté et dangereux, conduisent l'humanité à sa perte. Le système économique - dont la structure est un archaïsme hérité des temps obscurs où la rareté dominait - poursuit sa trajectoire aveugle et insoutenable qui nous rapproche inexorablement de l'épuisement des ressources primaires et de la dévastation de notre planète. La croissance, telle que nous la pratiquons, est dans l'impasse. Il faut repenser à nouveau à nos modèles de développement et renoncer à la religion du PIB. Cela implique-t-il un

retour aux privations ? Nullement. Les études effectuées de par le monde montrent qu'une fois atteint un niveau de revenu situé entre la moitié et les deux-tiers de ce qu'il est aujourd'hui aux USA, le sentiment de bien-être n'augmente plus en relation avec l'accroissement des revenus. Renoncer à la croissance, ce pourrait donc être simplement renoncer au « toujours plus » du consumérisme, à la recherche vaine de la distinction par les colifichets du « je le vau**x** bien » narcissique. Une telle révolution, non seulement économique mais également culturelle, est possible, nous dit la Commission Britannique, qui indique en s'appuyant sur les travaux de l'économiste canadien Peter Victor que cela permettrait également de travailler moins.

Pour développer l'argumentaire de la commission nous reprenons ci-dessous la note de lecture de cet ouvrage rédigée par Charles Siegel pour *Common Dreams*.

Nous avons tous entendu parler des effets de la croissance sur l'environnement, tels que l'épuisement des ressources et le réchauffement de la planète. L'opinion communément admise est que nous pouvons y faire face en adoptant des technologies plus efficaces. Mais ce livre affirme qu'il n'existe pas de scénario plausible dans lequel le progrès technologique pourrait à lui seul réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre si la croissance se poursuit à son rythme actuel. « La taille de l'économie mondiale est presque cinq fois supérieure à ce qu'elle était il y a un demi-siècle. Si elle continue à croître au même rythme, ce chiffre sera de 80 en 2100. » Les efforts déployés pour utiliser au mieux la technologie afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre seront vraisemblablement submergés par ce rythme rapide de croissance.

Si nous voulons sérieusement éviter les pires effets du réchauffement de la planète, nous devons aller au-delà de ce genre de solutions technologiques et repenser la croissance économique elle-même.

Mettre un terme à la croissance économique n'implique pas pour autant faire des sacrifices. Les données montrent que, au-delà d'un certain point, la croissance n'entraîne pas un accroissement de notre bien-être. Par exemple :

– Les comparaisons internationales sur la perception du bonheur indiquent que l'élévation du revenu par habitant est corrélée avec la perception du bonheur jusqu'à ce que le revenu atteigne un niveau situé environ entre la moitié et les deux tiers de ce qu'il est aujourd'hui aux États-Unis. Au-delà, il n'y a pas de corrélation entre l'augmentation des revenus et celle du sentiment de bonheur. Aux États-Unis et dans plusieurs autres pays développés, la hausse du revenu ne s'est pas traduite par une hausse de cette perception durant les dernières décennies.

Les indices qui pondèrent le PIB pour mesurer le bien-être avec plus de précision donnent des résultats similaires. Par exemple, l'**Indicateur de progrès véritable** (Genuine Progress Indicator) montre que, jusqu'aux années 1970, le bien-être des américains augmentait avec le revenu. Mais depuis lors le sentiment de bien-être a baissé, bien que le PIB par habitant ait continué à augmenter.

– Les comparaisons internationales des autres mesures du bien-être, comme l'espérance de vie et la réussite scolaire, donnent également des résultats similaires. L'augmentation du revenu n'améliore plus le bien-être après que le revenu par habitant ait atteint environ la moitié de ce qu'il est aux États-Unis aujourd'hui.

Dans les pays développés, nous sommes arrivés à un point où la croissance économique ne nous apporte que peu ou pas d'amélioration. Mais la croissance menace de causer de grands dommages à nous-mêmes et au reste du monde, avec le réchauffement de la planète, l'augmentation du prix des ressources et le risque d'effondrement écologique.

Pourtant, il semble encore difficile de nous défaire de notre dépendance à la croissance. Le consensus est que la croissance est nécessaire pour réduire le chômage et promouvoir la stabilité économique. Comme on peut le constater au cours de cette récession, lorsque la croissance faiblit, les entreprises réduisent leurs niveaux d'investissement et licencient les travailleurs, rendant l'économie moins efficace tout en augmentant le chômage. On pense également que nous avons besoin de croissance pour faire face à des niveaux élevés de dette privée et publique.

En réponse à ces questions, l'ouvrage cite les études de Peter Victor, un économiste canadien qui a utilisé des modèles informatiques pour étudier la manière dont l'économie canadienne réagirait à un arrêt de la croissance. Les résultats se transforment de façon spectaculaire en modifiant les valeurs des variables macro-économiques telles que le taux d'épargne, les taux d'investissement public et privé, et la durée de la semaine de travail. Dans l'un des modèles testés, la fin de la croissance entraîne l'instabilité économique, un chômage élevé et une augmentation de la pauvreté. Avec d'autres paramètres, la fin de la croissance apporte la stabilité économique, une réduction de moitié à la fois du chômage et du taux de pauvreté, et une réduction du ratio de la dette au PIB de 75 %. Ces différences dans ce deuxième scénario proviennent en partie d'un taux d'épargne plus élevé, d'un plus faible taux de l'investissement privé et d'un taux plus élevé de l'investissement public.

En outre, « le chômage est évité... en réduisant à la fois le nombre total et le nombre moyen d'heures de travail. La réduction de la semaine de travail est la solution structurelle la plus simple et la plus souvent citée au problème du maintien du plein emploi, avec une stabilité du niveau de production. » La fin de la croissance rendrait la vie plus facile en réduisant la quantité de travail que nous avons à fournir.

Il y a très peu d'études macro-économiques de ce genre, alors que d'évidence, il en faudrait beaucoup plus.

Le livre insiste en permanence sur le fait qu'une double approche est requise pour mettre un terme à la croissance : en plus de ces changements économiques, il est nécessaire qu'ait lieu des changements sociaux remettant en cause la place accordée aux valeurs matérielles. On peut déplorer que l'ouvrage soit plus faible en ce qui concerne les changements sociaux que pour les changements économiques. Il appelle au passage d'une économie qui vise à l'opulence ou l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain, mais il ne propose pas une vision convaincante de ce que la vie pourrait être dans une société où les gens ont un niveau de vie confortable et jouissent de temps libre en abondance pour développer leurs talents et leur

humanité dans toute la mesure du possible. Il existe une longue tradition philosophique à ce sujet, remontant à Aristote, mais ce livre, écrit par un économiste, n'est pas très convaincant en ce domaine.

Malgré cette limitation, « La prospérité sans la croissance ? » est le meilleur résumé disponible des enjeux économiques de la fin de la croissance. Il s'agit d'une lecture obligatoire pour tous ceux qui oeuvrent pour éviter un effondrement écologique.

Le fait qu'il soit publié par une Commission du gouvernement britannique fait naître l'espoir que nous pourrions faire mieux que d'éviter simplement l'effondrement. Si l'on applique les suggestions de cet ouvrage, le monde à la fin de ce siècle serait meilleur qu'il n'est aujourd'hui, bénéficiant d'une grande prospérité, non pas consacrée à une vaine consommation, mais au bien vivre.

À partir du rapport de Tim Jackson et de la note de lecture de Charles Siegel. Commission du Développement durable britannique <http://www.sd-commission.org.uk/index.php> Prosperity Without Growth ? http://www.sd-commission.org.uk/publications/downloads/prosperity_without_growth_report.pdf

Commentaires à propos de *La Prospérité sans croissance*

On trouvera ci-dessous quelques réflexions du professeur Jean Gadrey sur la rapport de la commission britannique du développement durable « La prospérité sans croissance ».

Ce rapport contient d'excellents arguments incitant à en finir avec les idées et les politiques faisant de la croissance économique un impératif de progrès ou un synonyme de « prospérité », si l'on redonne à ce dernier terme son sens initial. Prospérité vient en effet de spero (s'attendre à) et pro (en avant) : en gros, faire en sorte que les choses aillent bien, ou mieux, au fil du temps, sans connotation d'abondance matérielle nécessaire. Un article en ligne sur le site de Contre Info (http://www.contreinfo.info/article.php3?id_article=2688) donne une idée résumée de ce rapport, qu'il faudrait vite traduire en français. Il me semble toutefois que, pour être encore plus convaincant, ce texte devrait être retravaillé sur deux aspects : d'une part l'avenir de l'emploi et du système productif, d'autre part les perspectives concrètes d'amélioration du bien-être pour tous et de la santé sociale dans une trajectoire sans croissance.

Le plein emploi sans croissance

Le rapport ne met en avant comme politique de plein emploi sans croissance que la réduction de la durée du travail. C'est une position assez classique. Or, sans négliger cette voie, il me semble avoir montré à plusieurs reprises, sur mon blog et ailleurs qu'elle n'était pas la seule, et sans doute pas la principale.

Dans mon poste « Cessons de penser croissance et productivité », je montre, exemples à l'appui, que « si l'on admet que les changements à venir seront d'abord qualitatifs, que les grands gisements d'emplois se trouveront dans la qualité, la durabilité, la solidarité et la proximité... on ouvre d'autres perspectives de plein emploi. La RTT peut en faire partie, mais en position seconde par rapport à ce nouveau principe : pour améliorer le bien-être de tous dans le respect des équilibres

bres écologiques, il faut (nettement) plus de travail que dans le système productiviste et inégalitaire aujourd'hui dominant, au Sud comme au Nord, notamment dans l'agriculture, l'énergie et de nombreux services. Et cette progression du contenu en travail ne peut pas s'analyser en termes de productivité, c'est au contraire une montée en valeur ajoutée durable, en utilité sociale et écologique, pour une production qualitativement différente, une alimentation différente, une mobilité et une énergie différentes, des services de bien-être devenant universels...

Il nous faudrait, au plus vite, des collectifs et groupes de travail divers, et pas seulement des économistes, pour des scénarios crédibles de plein emploi dans un système productif durable.

Le mieux être sans croissance : une autre vision du « Plus »

L'article de Contre Info contient cette réserve : « On peut déplorer que l'ouvrage soit plus faible en ce qui concerne les changements sociaux que pour les changements économiques. Il appelle au passage d'une économie qui vise à l'opulence ou l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain, mais il ne propose pas une vision convaincante de ce que la vie pourrait être dans une société où les gens ont un niveau de vie confortable et jouissent de temps libre en abondance pour développer leurs talents et de leur humanité dans toute la mesure du possible. »

Cette réserve me semble juste. Il est vrai que la question est particulièrement délicate. Pour l'avoir parfois abordée dans des débats publics, j'ai tendance à penser qu'il faut y réfléchir en refusant de s'adonner unilatéralement au culte de la frugalité généralisée ou des « sacrifices » à consentir, sans nier le fait que mettre fin à une addiction exige des efforts, d'autant plus importants que l'on est plus atteint. Mais ce sont les contreparties positives, individuelles et collectives, qui importent le plus pour susciter l'adhésion, et elles sont nombreuses et valables. Je propose de subvertir la religion du « plus » et de la croissance en utilisant ces mêmes termes pour qualifier les perspectives alternatives. Il est parfois trompeur de dissocier le plus et le mieux. Faisons une liste un peu désordonnée des possibles.

Le mieux être exige du plus dans de nombreux domaines

Conditions « matérielles » d'existence. **Plus :**

- de biens et services publics associés à des droits universels, accessibles à tous, gratuits ou selon des tarifs assurant la gratuité jusqu'à un certain seuil d'usage durable (eau, transports collectifs propres...);

- d'activités et services de « care », où l'on prend soin des gens et de leurs droits (petite enfance, personnes âgées, handicapés...);

- de logements sociaux de qualité, isolés, à faible consommation d'énergie et d'autres ressources;

- de quartiers ou villes moyennes plus largement autosuffisants en services divers, avec plus de mixité (mixité sociale, des âges...);

- de biens durables qui durent très longtemps et qu'on peut réparer, réhabiliter, rénover et recycler;

- d'usages par unité d'énergie produite (par Kwh par exemple);

- d'alimentation saine, ayant plus de qualités nutritives et gustatives, issue de processus propres et de proximité;

- de commerces de proximité et de loisirs de proximité, sous des modalités plus coopératives, en lien plus direct avec les producteurs et les consommateurs;

- de gens en bonne santé et ayant reçu une éducation élargissant leurs « capacités de choix de vie ». Cela ne veut pas forcément dire toujours plus de dépenses de santé ni toujours plus d'années d'éducation : certains pays ont la même espérance de vie en bonne santé que d'autres avec beaucoup moins de soins médicaux curatifs, mais ils ont de meilleures conditions de vie, de travail, d'environnement ou d'alimentation.

- de temps libre choisi;

- d'air pur en ville et de qualité des eaux;

- d'espaces naturels reconquis et de biodiversité;

- de sens au travail, réorienté en fonction de son utilité écologique et sociale et non de sa contribution à l'expansion des marchés et des profits.

Égalité, solidarité, lien social, démocratie.

Plus :

- d'égalité des revenus, des patrimoines, entre les femmes et les hommes, entre pays...

- de solidarité, de coopération et de lien social du local au mondial, d'économie sociale et solidaire;

- de sécurité sociale et professionnelle;

- de relations sociales, amicales et familiales;

- de démocratie sous diverses formes et de participation citoyenne aux délibérations politiques et aux décisions économiques;

- de confiance dans les autres et en l'avenir.

Cette liste n'est pas limitative. Elle indique juste une façon de voir les choses, où nombre de composantes

du mieux-être peuvent donner lieu à des indicateurs de « plus », en cessant d'opposer indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Certains recommandent même de recourir aux termes de « croissance qualitative » pour la résumer. En économie, c'est plus ou moins un « oxymore » (une contradiction dans les termes), car la croissance n'est guère mesurée que comme croissance des quantités.

Mais on n'est pas forcé de suivre le langage actuel des économistes. Il va tomber en désuétude.

Jean Gadrey

(membre de la commission présidée par Joseph Stiglitz sur les nouveaux indicateurs de richesse)

Vie de l'association

Nos lecteurs nous écrivent

Je souhaite tout d'abord exprimer mon intérêt pour votre site et sa présentation extrêmement claire. Habitant en Allemagne, je me suis tout d'abord tourné vers les réseaux en cette langue. La multiplicité de l'offre et des débats engendre une vitalité croissante autour de ce sujet. Une pétition (portant sur une allocation universelle) a recueilli hier plus de 50 000 signatures sur le site du parlement allemand.

Le sujet devrait donc être étudié au parlement dans les prochains mois. Une nouvelle impulsion connexe à ce sujet a été amenée par l'entrepreneur et patron de la chaîne de magasin Dm (environ 30 000 salariés). L'approche défendue est présentée dans un film réalisé par 2 Suisses (<http://www.kultkino.ch/kultkino/besonderes/grundeinkommen>) uniquement en Allemand pour le moment. Elle est beaucoup plus radicale et envisage une totale absence d'impôts, mais une TVA de 100 %.

La démarche s'appuie sur un ensemble de constats. Le travail machine n'est pas taxé alors que le travail humain l'est et cela alors qu'une part croissante de la production est réalisée par des machines. La quantité de travail de production décroît dans des proportions

phénoménales mais nous continuons à vouloir le plein emploi.

Quelques exemples : il y a un siècle un agriculteur pouvait nourrir 3 personnes. Aujourd'hui il peut nourrir 120 personnes. Dans le domaine de l'acier nous produisons, il y a 20 ans, 75 MT avec 200 000 personnes. Aujourd'hui, nous produisons 100 MT avec 80 000 personnes.

Dans le secteur bancaire : pour le même nombre de comptes à gérer, le personnel a été divisé par 10 en 20 ans...

L'ensemble de l'analyse porte sur l'Allemagne mais les principes qui en ressortent peuvent être porteurs pour une évolution de l'analyse et de la présentation de l'allocation universelle.

En dehors de l'Aire et de l'« allocation universelle.com », ce sujet ne semble pas véritablement débattu en France.

Il y aurait encore beaucoup à dire et le sujet sera très certainement dans le futur de plus en plus présent.

Bien cordialement,
Philippe Nikitin

Edition et diffusion prochaine du résumé de l'ouvrage de Yoland Bresson « La clémente économie »

L'un de nos correspondants et ami Jean Paul Brasseur (président de Vivant Europe) vient de résumer en 57 pages l'ouvrage de Yoland Bresson « la clémente économie », résumé qui dans sa version française sera diffusé en priorité aux députés et sénateurs des parlements nationaux français et belges, aux membres francophones nouvellement élus du parlement

européen et dans sa version anglaise aux autres parlementaires européens.

Constitution dans le Tarn et Garonne d'une association affiliée à l'Aire

Nos amis du Centre des jeunes dirigeants (CJD) de ce département viennent de constituer une association ayant pour objet la diffusion du projet de Revenu d'Existence. Indépendante, mais affiliée à l'Aire, elle démultipliera notre action sur le terrain et devrait donner naissance à des initiatives similaires pour les membres du CJD des autres départements.

Prochaines réunions - 4^e trimestre 2009

Maison des Sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris,
salle n° 07, 2^e sous sol à 17 heures

Le mercredi 16 septembre
le mercredi 14 octobre

Le mercredi 18 novembre
Le mercredi 9 décembre

Ces réunions sont ouvertes à tous. Venez nombreux.

Cotisations 2009

• Cotisation de base ¹ :	60 €
• Cotisation réduite ¹ : (<i>chômeurs et étudiants</i>)	15 €
• Abonnement lettre de liaison	30 €

1. Donne droit à la lettre de liaison et à une déduction fiscale.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr

Site: www.revenudexistence.org